

ENTRETIEN AVEC ENRICO LETTA

Doyen de la Paris School of International Affairs (PSIA) à Sciences-Po

Enrico Letta est actuellement Doyen de la PSIA et Président de l'Institut Jacques Delors. Il a été Président du Conseil des ministres italien.

Enrico Letta lors du 59^e Cercle d'Europartenaires à l'Ambassade d'Espagne - Février 2018



VOUS AFFIRMEZ DANS VOTRE LIVRE «FAIRE L'EUROPE DANS UN MONDE DE BRUTES»¹ QUE L'ANNÉE 2018 SERA CRUCIALE POUR LE FUTUR DE L'UNION EUROPÉENNE. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CETTE OBLIGATION D'URGENCE ?

Comprendre les enjeux derrière cette année 2018 implique tout d'abord de comprendre ce qui attend l'Union européenne en 2019. En effet, l'année 2019 sera assez unique pour une raison très simple : pour la première fois depuis sa création, toutes les institutions européennes vont changer de leader simultanément. Le Conseil, la Commission européenne et le Parlement européen subiront d'importants changements en passant sous le contrôle d'un nouveau président. De même, on peut s'attendre à un « après-Mario Draghi » à la Banque centrale européenne. Pour être franc, lorsque les leaders ont unanimement choisi de nommer Mario Draghi à la tête de cette institution bancaire, je pense pouvoir dire qu'ils ont pris une décision majeure pour sauver l'Europe. Le choix du nouveau président sera dès lors très important. Cette année 2019 sera donc focalisée sur les aspects politiques du changement en Europe. Il me paraît difficilement concevable — pour ne pas dire impossible — que de grandes réformes soient lancées puisque l'agenda politique sera accaparé par ces changements. En conséquence, nous devons anticiper ces événements et agir dès maintenant. Je cite ce point : 2018, politiquement, est à l'heure actuelle et de mon point de vue, sous-estimée. Ce qu'il se passera dans les prochains mois en Allemagne et en Italie sera crucial pour pouvoir avancer politiquement.

2018, POLITIQUEMENT, EST À L'HEURE ACTUELLE ET DE MON POINT DE VUE, SOUS-ESTIMÉE

C'EST DONC CETTE ANNÉE QUE L'EUROPE DOIT S'AFFIRMER COMME PORTEUSE D'UNE CERTAINE IDENTITÉ ... ?

Aujourd'hui, l'Europe est mise en cause par ceux qui pensent qu'au final le retour du nationalisme l'emportera. Dans le contexte actuel, qui est celui des mobilités, des interconnexions, il me paraît malaisé d'affirmer que l'identité est simplement nationale. Au contraire, nous nous construisons sur de multiples identités. L'Europe est déjà porteuse de cette idée de métissage et n'a plus rien à voir avec l'image poussiéreuse et un peu ancienne qu'on lui donne. J'émetts ici toutefois une réserve, à savoir que l'Europe doit se « débruxelliser » afin qu'on mette de côté l'image d'une Union qui tend à effacer les identités nationales. Je préfère nettement la vision Delorienne de l'Europe comme une fédération d'États-nations et je pense qu'il faut considérer cette idée d'identité comme un point central de l'intégration européenne.

EN PRÉVISION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2019, LE PARLEMENT EUROPÉEN A REJETÉ LE 7 FÉVRIER L'IDÉE DES LISTES TRANSNATIONALES.

ALORS QU'EN 2014 DANS LA MAJORITÉ DES ÉTATS, L'ABSTENTION A ÉTÉ SUPÉRIEURE À LA PARTICIPATION, COMMENT RAPPROCHER LES CITOYENS DE CES ÉLECTIONS ?

C'est vrai, il y a un réel problème de relation entre le citoyen européen, son vote et ce qu'il se passe en Europe. De nombreux citoyens ne parviennent pas à saisir les enjeux européens derrière ces élections et les assimilent à un scrutin de second ordre et sans enjeu réel. Certains y voient une façon de sanctionner leur propre gouvernement national en place. À l'inverse, le second tour de la présidentielle française ne concernait pas uniquement les citoyens français, mais également tous les citoyens européens bien que ces derniers n'aient pas eu le droit de vote pour ce scrutin. Je veux donc dire par là que la démocratie a besoin d'évoluer. À ce titre, l'objectif des listes transnationales était de créer un débat politique européen où chacun se sent représenté et d'avoir un réel enjeu électoral européen. Il s'agissait d'avoir un scrutin qui permettait à chaque citoyen européen de répondre à la question : quel est le futur que je veux pour l'Europe ? Fût-elle plus unie, plus souverainiste, plus sociale, etc. Car s'il y a un enjeu aujourd'hui, c'est celui de replacer le citoyen au centre de la construction de l'Europe. Il faut donc valoriser le vote du citoyen et faire tout notre possible pour que celui-ci ait le sentiment que son vote est valorisé.

L'ÉDUCATION POURRAIT-ELLE ALORS ÊTRE UNE SOLUTION POSSIBLE POUR RÉCONCILIER CITOYENS EUROPÉENS ET DÉMOCRATIE EUROPÉENNE ?

Le président de la République française a fait un grand discours à la Sorbonne au cours duquel il a mis en avant les questions culturelle et identitaire, d'éducation et de pédagogie. Il faut en effet apprendre à parler de l'essentiel : pourquoi est-on ensemble ? On le fait pour des raisons qui ne sont pas seulement de valeurs, mais aussi par intérêt : ensemble on est plus forts. Les consultations citoyennes en seront, je l'espère, la preuve. Je vous parle également de culture et de pédagogie, car je pense que nous pouvons faire preuve d'encore plus d'engagements et de créativité au sein de l'Union européenne. Par exemple, j'ai toujours été en faveur des Erasmus des lycéens ou des jeunes étudiants dès 15 ans, et ce parmi toutes les couches de la société. Le programme Erasmus n'est-il pas l'incarnation de l'idéal de l'intégration européenne ? Et pourtant, « seuls » 3 millions de jeunes sur les 500 millions d'Européens que nous sommes ont bénéficié de cet incroyable programme. Cela représente au final une infime minorité de bénéficiaires. L'éducation peut tout à fait aider à réconcilier les citoyens européens et le projet européen, mais à condition d'améliorer le rayonnement et l'ouverture des programmes en la matière. Il faut faire en sorte que le décalage entre les people of anywhere et people of somewhere, pour reprendre l'expression de l'écrivain David Goodhart, s'arrête. L'Europe ne peut plus être perçue seulement comme l'instrument de ceux qui sont à l'aise avec la mondialisation. Or, trop de citoyens la considèrent comme un instrument de la globalisation, qui ne s'occupe pas des blessures de notre société liées à la mondialisation. On a donc besoin d'une véritable pédagogie européenne pour expliquer aux gens que les situations négatives liées à la mondialisation ne sont pas uniquement les conséquences de l'Union.

¹ Enrico Letta et Sébastien Maillard, *Faire l'Europe dans un monde de brutes*, Fayard, 2017.